

Guerre de guérilla et révolution en Afrique noire

Les leçons du Tchad

L'ARRIVÉE au pouvoir, à N'Djamena, d'un certain nombre de leaders du Frolinat constitue un fait politique majeur. C'est en effet pour la première fois, *en Afrique noire indépendante*, qu'un mouvement révolutionnaire — ou réputé tel — réussit à s'imposer par une guerre de guérilla de longue durée, les autres guerres de libération couronnées de succès (Guinée-Bissau, Mozambique, Zimbabwe) s'étant déroulées dans un contexte colonial. Quelles sont les leçons que l'on peut tirer de cet événement, eu égard aux thèses sur la révolution africaine qui prévalent actuellement ? C'est à cette question que nous essaierons de répondre ici, en soulignant d'avance que toute analyse ne peut être que provisoire, les faits évoqués étant récents et le processus politique dans lequel s'est engagé le Tchad depuis deux ans étant loin d'être terminé.

Pour notre démonstration, nous nous baserons plus particulièrement sur une longue citation de Gérard Chaliand, un des meilleurs spécialistes des guerres de libération dans le tiers monde pour les avoir pratiquées assez souvent sur le terrain. Dans son livre *Mythes révolutionnaires du tiers monde*, Chaliand, comme beaucoup d'autres théoriciens de la révolution africaine d'ailleurs, se montre peu optimiste en ce qui concerne les chances des guerres de guérilla sur le continent noir :

« En Afrique, les faiblesses des mouvements de libération, observables depuis une quinzaine d'années, tiennent à une série de facteurs d'importance inégale :

— L'absence d'insertion dans le pays ou la révolution par l'exil. De nombreux mouvements ont essentiellement usé leurs mai-

gres forces dans des querelles de fractions menées en exil. Coupés de leurs propres réalités, leur représentativité déjà faible s'est, avec le temps, complètement dissoute (...).

- La connaissance des réalités locales, ou la révolution en théorie : la faiblesse générale au niveau des cadres et des directions s'exprime par l'incapacité de formuler une stratégie cohérente, adaptée aux réalités locales (...). La méconnaissance de leur propre société par de nombreuses directions africaines uniquement formées à l'étranger est souvent patente. A cet égard, le moindre commerçant-transporteur local en sait plus long que de nombreux étudiants.
- Les stratégies aberrantes : telles les opérations de commandos menées strictement de l'extérieur du pays, à partir de bases voisines qui impliquent la non-insertion au sein de la population au nom de laquelle on lutte (...).

La mobilisation rencontre en Afrique plusieurs obstacles considérables :

- L'arriération des sociétés qui constitue évidemment un handicap dans le cadre de la rationalité de type moderne que requiert une guérilla (...).
- L'absence de nation, même en cours de formation. Le « tribalisme » (...) est un autre handicap fondamental qui explique l'émiettement prolongé en organisations rivales de nombreux pays en lutte (...).
- Enfin, la pauvreté démographique (...) caractéristique de presque tous les pays d'Afrique noire (...). A l'exception du Nigéria, (...) aucun pays d'Afrique tropicale n'a les moyens humains d'une guerre d'envergure. Aucune guérilla, qui par définition ne s'appuie que sur une partie de la population, ne peut envisager de perdre au-delà de quelques milliers d'hommes » (Chaliand, 1976, p. 226-228).

Ailleurs dans son livre, Chaliand revient sur ce dernier point en affirmant qu'aucun mouvement de libération africain n'a les moyens humains « d'aboutir à un Dien Bien Phu » (Chaliand, 1976, p. 113).

La guerre de guérilla

En examinant quelques-unes des thèses de Gérard Chaliand à la lumière de l'histoire récente du Tchad, nous ferons une distinction entre guerre de guérilla et révolution, car l'exemple du Frolinat montre justement qu'il est possible de gagner la première sans nécessairement réussir la seconde.

On peut dire, tout d'abord, que les remarques de Chaliand sur l'absence d'insertion dans le pays, ou la révolution par l'exil, semblent confirmées (ou du moins n'ont pas été infirmées) par

les faits tchadiens. La guerre du Tchad, en effet, a été gagnée avant tout par les troupes de Goukouni Oueddeï et de Hissein Habré, originaires de l'extrême Nord du Tchad, c'est-à-dire le B.E.T. (Borkou-Ennedi-Tibesti). Or, ces deux hommes sont surtout des hommes de terrain, partageant la rude vie des combattants et ne s'absentant des maquis que pour des périodes relativement brèves. Goukouni, surtout, n'a rien d'un révolutionnaire de salon, mais est avant tout un chef de guerre, alors que Habré, malgré son passé d'étudiant parisien et de sous-préfet tchadien, a su s'imposer, lui aussi, les sacrifices et les contraintes de la vie des guérilleros. Il est à noter également que, si les forces révolutionnaires du Centre-Est (Forces populaires de libération ou 1^{re} Armée ; Frolinat Volcan) ont eu leur part dans la victoire du Frolinat, cela semble dû en bonne partie au fait qu'en mai 1976 une scission est intervenue au sein du Frolinat « orthodoxe », dirigé à cette époque par le Dr Abba Sidick (voir Buijtenhuijs, 1978, p. 322-323). Les dissidents, animés par Mahamat Abba Seïd, s'en prenaient aux méthodes dictatoriales de gestion du Dr Sidick, et plus particulièrement à son refus de se rendre dans les zones de combat ou de laisser s'y rendre d'autres cadres du Frolinat (Labertit, 1980, p. 20). Or, aussitôt la rupture consommée, les dirigeants contestataires se sont rendus en bloc à l'intérieur du pays, où ils ont effectué une longue tournée pour exposer la situation aux combattants. Certains d'entre eux y sont restés pour reprendre en main les unités combattantes, et ce fait n'est probablement pas étranger à la reprise des activités guerrières dans le Centre-Est, encore que ces opérations aient connu moins de succès que celles entreprises dans le B.E.T. Le Dr Sidick, persistant dans ses habitudes de dirigeant en exil, a vu, en revanche, son influence diminuer, et c'est *in extremis* qu'il a été « repêché » lors de la formation du dernier gouvernement tchadien en novembre 1979. Ainsi, conformément aux thèses de Chaliand, la révolution par l'exil n'a pas fait ses preuves au Tchad (1).

Chaliand a également raison de noter combien de nombreuses directions révolutionnaires africaines méconnaissent leur propre société. La direction du Frolinat, et surtout celle des tendances victorieuses du mouvement, compte peu d'étudiants marxisants, à l'exception de Hissein Habré, et davantage de commerçants-transporteurs, surtout au niveau des cadres moyens. Ces hommes n'ont peut-être pas des visées révolutionnaires très élaborées,

(1) A cet égard, une étude comparative entre l'expérience du Frolinat et celle de l'Union des populations du Cameroun

depuis l'indépendance serait très intéressante.

mais ils connaissent sans aucun doute les réalités locales pour avoir vécu auprès des populations en lutte.

La victoire militaire du Frolinat montre, cependant, que Chaliand s'est trompé quand il évoquait la pauvreté démographique de la quasi-totalité des pays africains comme un facteur défavorable aux guerres de guérilla. Reprenons brièvement les faits. La victoire du Frolinat commence à se dessiner fin juin 1977 quand Goukouni, à ce moment président de l'une des tendances du Frolinat seulement, lance ses forces toubou contre les postes gouvernementaux du Tibesti et s'empare des localités de Bardaï, de Zouar et de Kirdimi. Ces succès lui valent l'estime des combattants de certaines autres tendances du Frolinat et aboutissent à un rapprochement avec les Forces populaires de libération de Mahamat Abba et de Maloum Boucar. Ayant ainsi reçu quelques renforts provenant du Centre-Est, Goukouni reprend son offensive en janvier 1978 et se lance à l'assaut de Faya-Largeau, capitale administrative du B.E.T. Le 18 février, après des combats très durs, Faya-Largeau est pris ; en même temps, les combattants de Goukouni s'emparent de Fada et d'Ounianga, dans l'Ennedi, s'assurant du contrôle militaire de l'ensemble du B.E.T. Or, cette série de combats constitue bel et bien un « Dien Bien Phu » pour les forces gouvernementales. Celles-ci comptaient à l'époque environ 11 000 hommes, dont 5 000 de l'Armée de terre et 6 000 appartenant à la Garde nationale et nomade et à la Gendarmerie. Comme le montre une dépêche de l'A.F.P. du 14 mars 1978, cette armée a subi dans le B.E.T. des pertes très sévères : « Le Frolinat a publié lundi à Genève une liste nominative de 21 officiers tchadiens capturés lors de la prise de Faya-Largeau (...). Le Frolinat signale, d'autre part, qu'il détient 1 980 soldats tchadiens (...) à la suite des prises de Bardaï (380), Faya-Largeau et Ounianga (1 237) et Fada (323). » Les communiqués du Frolinat sont parfois quelque peu fantaisistes quant aux chiffres, mais dans ce cas précis nous pouvons faire confiance aux dires de Goukouni. Au cours de l'année 1978, le Comité international de la Croix-Rouge a affirmé à plusieurs reprises qu'il s'efforçait de nourrir « les 2 500 prisonniers du Front » (certains soldats tchadiens étaient accompagnés de leurs femmes), et le gouvernement tchadien du général Malloum n'a jamais démenti ces faits. En d'autres termes, l'Armée nationale tchadienne a perdu, en quelques mois, au moins 20 % de ses effectifs, et probablement davantage si l'on tient également compte des morts (2). Nous n'avons aucun renseignement sur les pertes de l'armée de Goukouni, mais nous pensons pouvoir affirmer que celui-ci a engagé la quasi-totalité de ses troupes dans les batailles de Faya-Largeau, de Fada et d'Ounianga. D'après un premier

communiqué du Frolinat, l'attaque de Faya-Largeau, à elle seule, mettait en action un millier de combattants (*A.F.P.*, 31 janvier 1978), les sources gouvernementales de N'Djamena suggérant même une force de plusieurs milliers d'hommes. Or, d'après une interview de Goukouni parue en juin 1978, celui-ci n'avait alors sous son commandement que 2 300 combattants au total (*Cameroon Tribune*, 7 juin 1978). Certes, lors de ce que le Frolinat appelait « l'offensive Ibrahima Abatcha » (du nom du fondateur du Frolinat, mort au combat en 1968), Goukouni a bénéficié d'une aide logistique et matérielle substantielle de la Libye, chose dont il ne s'est d'ailleurs jamais caché (*Cameroon Tribune*, 7 juin 1978). Il semble aussi que des instructeurs libyens aient encadré ses forces : 3 à 400 d'après un rebelle rallié (*A.F.P.*, 24 novembre 1977), un millier environ d'après les estimations de l'état-major français en avril 1978 (Thivent, 1980, p. 21). Même si ce dernier chiffre est exact, les Libyens semblent cependant avoir peu participé aux combats sur le terrain, et la prise de Faya-Largeau a été avant tout l'œuvre des forces de Goukouni. Par ailleurs, l'armée gouvernementale disposait de matériel français (et soviétique), alors que plusieurs centaines de militaires français servaient, au titre de coopérants, sous l'uniforme tchadien, ce qui remet à peu près l'équilibre.

Un autre « Dien Bien Phu » fut infligé à l'Armée nationale tchadienne lors de la première « bataille de N'Djamena », en février-mars 1979. Hissein Habré s'était rallié au gouvernement du général Malloum en septembre 1977 (Accord de Khartoum, tenu secret jusqu'en février 1978) et avait été nommé Premier ministre en août 1978. A la suite d'une série de désaccords persistants entre les deux hommes, des combats éclatèrent dans la capitale tchadienne, le 12 février 1979. A l'issue de ces affrontements, N'Djamena passa en grande partie sous le contrôle des hommes de Hissein Habré... et de ceux de Goukouni qui, probablement avec la complicité tacite des autorités militaires françaises, avaient volé à son secours. Et, là encore, Habré n'a pas hésité à engager la quasi-totalité de ses troupes. D'après le protocole d'accord de Khartoum, il ne commandait à l'époque que huit cents hommes (*Mémoire remis par le général Malloum à la Conférence de Kano I*, 18 février 1978). D'après *Le Figaro* du 13 février 1979, Habré disposait, lors de la bataille de N'Djamena, d'un millier d'hommes « en comptant 3 à 400 sup-

(2) Certains journaux de l'époque ont évalué les pertes de l'A.N.T. à 50 % de ses effectifs. Mais ces journalistes n'ont

tenu compte que de l'Armée de terre, omettant la Garde nationale et nomade et la Gendarmerie.

plétifs recrutés sur place ». Le reste de ses troupes était resté à Abéché et dans le Biltine où elles tenaient en échec les unités gouvernementales stationnées dans l'Est du pays.

Il semble donc que la faiblesse démographique des pays africains ne constitue pas un handicap insurmontable pour des mouvements de guérilla bien armés et déterminés. Certes, aucun d'entre eux ne peut mobiliser des millions de combattants comme ont pu le faire les communistes chinois, et aucun d'entre eux « ne peut envisager de perdre au-delà de quelques milliers d'hommes ». Mais il en est de même du côté gouvernemental. La faiblesse démographique concerne les deux camps sans distinction, et elle ne constitue un facteur défavorable que dans les guerres de libération menées contre des pays coloniaux susceptibles de puiser dans le réservoir démographique de la métropole. Exacte dans ces cas-là, la thèse de Chaliand perd de sa valeur dans le contexte de l'Afrique noire indépendante, du moment que les grandes puissances s'abstiennent d'intervenir directement dans la bataille. Comme l'a montré l'histoire récente du Tchad, quelques milliers de guérilleros peuvent alors mettre en déroute une armée gouvernementale aux effectifs légèrement supérieurs, mais minée par le manque de combativité et doutant du sens de sa mission.

La révolution

Si l'exemple du Tchad nous montre qu'il est possible, pour un mouvement de guérilla, de gagner la guerre contre les forces gouvernementales, il nous révèle aussi qu'il est beaucoup plus difficile d'appliquer avec succès un programme révolutionnaire dans un pays africain. En effet, si l'on tient compte uniquement de la situation à N'Djamena, on est amené à constater que le Frolinat, tout mouvement de libération qu'il se veuille, n'a jusqu'ici pas libéré grand-chose, si ce n'est une soif immodérée de pouvoir chez ses principaux dirigeants. Comme le dit G. Labertit, au sujet du mouvement reconstitué en 1977-1978 sous la direction de Goukouni : « Ce Frolinat unifié n'avait plus rien à voir avec l'organisation qui combattait au départ pour libérer le peuple tchadien de toute forme de domination étrangère. C'était désormais un rassemblement de diverses tendances qui ambitionnaient le partage du pouvoir, quel qu'en soit la nature, et qui allaient être le jouet de pressions extérieures » (Labertit, 1980, p. 20). La deuxième bataille de N'Djamena, actuellement (septembre 1980) en cours entre les partisans de Hissein Habré et ceux du président Goukouni, ne fait que confirmer ce jugement. Pour

le moment il semble bien que les leaders du Frolinat aient pour principale préoccupation de se quereller entre eux et que l'application du programme en huit points du Frolinat (héritage d'Ibrahima Abatcha) soit le dernier de leurs soucis.

Comment expliquer cette situation et quels sont les facteurs qui empêchent les hommes du Frolinat d'agir comme ils ont promis de le faire pendant les quatorze années qu'a duré la guerre ? Une mise en garde s'impose d'abord. Pour le moment, nos informations ne proviennent que du champ de bataille sanglant qu'est devenue N'Djamena et notre vision du Tchad est partielle et peut-être déséquilibrée. En pleine affaire Claustre, quand le Tibesti était déjà libéré par les Forces armées du Nord, quelques journalistes courageux nous ont apporté des témoignages très positifs sur la vie quotidienne dans les territoires sous contrôle du Frolinat (de Decker et Tondini, 1978 ; Buijtenhuijs, 1978, p 289-295). Ces reportages témoignaient de la volonté réelle des hommes du Frolinat de libérer le peuple tchadien, et de leurs efforts pour parvenir à ce but. Il se peut que dans certaines régions, et nous pensons notamment au B.E.T. et au Biltine, ces efforts soient poursuivis par des cadres subalternes du Front, restés en dehors de la lutte pour le pouvoir qui se déroule à N'Djamena. Si tel est le cas, nous le saurons un jour. Pour le moment ce n'est qu'une hypothèse non vérifiée.

On doit noter ensuite (et cela explique en partie le drame actuel de N'Djamena), que les dirigeants du Frolinat ne sont pas libres de leurs mouvements et que le contexte international pèse lourdement sur leurs décisions et sur leurs actions. Si Habré et Goukouni peuvent s'affronter aujourd'hui au mortier et au canon, c'est que « quelqu'un » les a armés, ce « quelqu'un » étant la Libye pour Goukouni et la France pour Habré. Ce qui se passe à N'Djamena est beaucoup plus qu'un simple conflit pour le pouvoir entre deux hommes ; c'est aussi un affrontement entre la France et la Libye par personnes interposées, avec cette nuance que la « personne interposée » de la Libye semble un allié de circonstance plus qu'un ami sûr.

Il est de notoriété publique que la Libye, depuis 1973, occupe militairement la bande d'Aozou dans l'extrême Nord du Tchad et qu'elle revendique ce territoire comme lui appartenant de droit (voir, pour l'historique de cette affaire diplomatique très complexe, l'excellent article de B. Lanne, 1978). Certains observateurs ont suggéré que les visées du colonel Kadhafi vont plus loin et qu'il projette en fin de compte d'annexer à son pays le B.E.T. tout entier, ainsi que le Kanem. Il est certain, en tout cas, que l'aide libyenne au Frolinat, d'abord à Abba Sidick,

ensuite à Goukouni et à Ahmed Acyl, n'est pas dénuée d'arrière-pensées, les Libyens espérant toujours l'installation à N'Djamena d'un gouvernement qui serait disposé à répondre favorablement à leurs revendications territoriales. Au début de l'affaire d'Aozou, le gouvernement français n'a pas réagi, du moins pas ouvertement. A cette époque le « Tchad utile » se trouvait dans le Sud cotonnier et la France se désintéressait tellement du Nord qu'elle y avait même abandonné les recherches pétrolières à une compagnie américaine. Depuis, cependant, il s'est révélé que le Nord et l'Ouest du pays recèlent d'importantes richesses minières, ainsi que du pétrole dont le prix, dans la situation internationale actuelle, pourrait devenir bientôt compétitif. Confrontée à la perspective de voir ces richesses passer sans coup férir sous contrôle libyen, la France a contre-attaqué en essayant de se rapprocher du Frolinat qu'elle avait combattu au moins jusqu'en 1972. Cela explique probablement en bonne partie la nomination de Hissein Habré à la tête du gouvernement en août 1978, car celui-ci, que l'on a qualifié un peu trop hâtivement de Mao africain, est avant tout le nationaliste intransigeant qui préférerait, dès 1976, s'allier au général Malloum et à la France plutôt qu'à la Libye, fût-ce pour l'alliance tactique et temporaire que préconisait Goukouni. On peut probablement expliquer de la même façon que la France ait permis aux hommes de Goukouni de s'infiltrer dans la capitale tchadienne lors de la première bataille de N'Djamena, en février-mars 1979. Tout cela, évidemment, n'est qu'un ensemble d'hypothèses que les autorités françaises démentiront probablement. Il y a cependant une indication intéressante à cet égard. Le 21 novembre 1979, l'A.F.P. rapportait dans les termes suivants une conférence de presse du général Malloum, de retour d'un voyage à Paris de huit jours : « Il a par ailleurs confirmé qu'il avait rencontré des hommes d'affaires français. "Il se peut que parmi ces hommes d'affaires, il y en ait qui soient intéressés soit par le pétrole soit par les autres richesses minérales du Tchad", a-t-il précisé ». Il semble donc qu'une épreuve de force souterraine soit engagée entre Paris et Tripoli et que le Tchad en fasse les frais. En tout cas, dans la situation actuelle, les dirigeants du Frolinat semblent piégés. S'ils veulent garder la possibilité de récupérer ultérieurement la bande d'Aozou, ils sont obligés de s'appuyer sur la France ou sur ses alliés africains comme le président Senghor, solution qui ne facilite pas la mise en œuvre d'une politique révolutionnaire déterminée. En s'alliant à la Libye, ils pourraient peut-être appliquer une telle politique, mais ils seraient alors contraints d'abandonner définitivement une partie du territoire national. Même Goukouni ne s'est pas résigné à cette dernière solu-

tion, bien qu'il ait accepté pendant un temps l'aide libyenne, faute de mieux.

Le contexte international peut donc expliquer en partie l'attitude décevante et très peu révolutionnaire des dirigeants du Frolinat. Des facteurs internes au Tchad jouent cependant un rôle encore plus décisif. C'est à juste titre que Gérard Chaliand invoquait le « tribalisme » et l'absence de nation comme facteurs défavorables à la mobilisation révolutionnaire dans les pays africains. Nous ajouterons que ces données semblent gêner, non seulement la mobilisation révolutionnaire pendant la guerre de libération, mais aussi l'action révolutionnaire en profondeur, une fois la guerre gagnée. On peut commencer par constater que le Frolinat, de sa création en juin 1966 à son accession au pouvoir en 1979, a toujours eu deux faces : celle d'un mouvement révolutionnaire authentique, qui s'exprime par exemple dans le programme politique d'Ibrahima Abatcha (voir Buijtenhuijs, 1978, p. 123-124), et celle d'une coalition de forces régionalistes et parfois religieuses (c'est-à-dire musulmanes) représentant le Nord-Tchad et lui seul. Ce discours ambigu et double du Frolinat a empêché que ne se cristallise complètement la base de classe du mouvement. Comme nous le disions dans une étude parue il y a deux ans : « Contrairement à certaines idées reçues, l'insurrection tchadienne a effectivement une dimension de lutte des classes. Cette lutte des classes, cependant, ne joue qu'à l'intérieur du Nord-Tchad, c'est-à-dire que les combattants du Frolinat se situent d'abord en tant que nordistes et musulmans contre le régime politique imposé par le Sud, et ensuite seulement en tant que déshérités du Nord en opposition avec les sultans et les « féodaux ». Par contre, la lutte des classes est rarement assumée au niveau national, et les déshérités du Nord et du Sud sont loin de réunir leurs efforts contre leurs oppresseurs communs » (Buijtenhuijs, 1978, p. 445).

Contrairement à ce que nous espérions en 1978, la victoire militaire du Frolinat n'a pas renforcé le caractère révolutionnaire du mouvement, tout au contraire. Pour la période août 1978-février 1979, P. Decraene notait, par exemple, que les querelles entre le général Malloum et Hissein Habré répondaient surtout à des mobiles ethniques et religieux, les partisans de Malloum accusant Habré d'avoir favorisé les nordistes et notamment ses propres « Goranes » (c'est-à-dire Toubou) pour faciliter leur accès aux postes administratifs et militaires dont ils étaient autrefois écartés, alors que les amis de Habré reprochaient à Malloum de chercher à perpétuer la prépondérance des sudistes (*Le Monde*, 14 mars 1979). Cet auteur a très probablement raison. En tout cas, aucune indication dans la presse ou dans les tracts de l'épo-

que ne nous permet de croire que le conflit entre les deux hommes portait sur l'application du programme en huit points du Frolinat ou sur d'éventuelles mesures radicales préconisées par Habré. Celui-ci s'est avant tout efforcé de conserver le pouvoir, pour lui-même et pour ses partisans, sans instaurer une politique nouvelle. Le conflit actuel entre Goukouni et Habré ne semble pas non plus tourner autour des conceptions révolutionnaires de l'un des deux protagonistes. L'exemple du Tchad nous renvoie finalement au diagnostic que formulait, dès 1968, A.-R. Zolberg, et qui garde toute son actualité :

« On the whole, African countries are distinguished from other Third World clusters by extremely weak national centers, a periphery which consists of societies until recently self-contained, and levels of economic and social development approaching the lowest limits of international statistical distributions. Because the new center had nowhere expanded sufficiently at the time of independence, we cannot characterize what is contained within these countries today as a single society in the normally accepted sociological sense of the word, with its connotation of a relatively integrated system of values, norms and structures. But since the new African states in reality do provide territorial containers for two sets of values, norms and structures, the "new" and the "residual", with the latter itself usually subdivided into distinct subsets, it is useful to think of these sets as forming a particular type of unintegrated society which can be called "syncretic" » (Zolberg, 1968, p. 70-71).

Bien que l'on puisse contester, avec C. Coulon (1972, p. 1 068), l'usage des termes « nouveau » et « résiduel » pour les deux ensembles de valeurs, de normes et de structures contenus dans les sociétés africaines contemporaines, l'analyse de A.-R. Zolberg est sans doute assez proche de la réalité. Il en découle des conséquences importantes pour les mouvements révolutionnaires africains, car, comme le dit encore Zolberg :

« ... It is unlikely that movements such as these will be able to translate their revolutionary aspirations into the institutionalization of a new regime and of new social structures. African society does not have a center; its syncretic character insures that it cannot be turned upside down, or that if an attempt is made to do so, some groups will shift their relative positions but the society as a whole will remain very much as it was before » (Zolberg, 1968, p. 85).

L'exemple de la « révolution » tchadienne confirme cette

analyse. Une politique véritablement révolutionnaire en Afrique noire se heurte nécessairement à des obstacles politiques, économiques et sociaux de taille, obstacles que le Frolinat n'a pas su vaincre jusqu'à maintenant.

Travaux cités

Buijtenhuijs (R.), *Le Frolinat et les révoltes populaires du Tchad, 1965-1976*, La Haye, Paris, New York, Mouton, 1978.

Chaliand (G.), *Mythes révolutionnaires du tiers monde*, Paris, Le Seuil, 1976.

Coulon (C.), « Système politique et société dans les États d'Afrique noire », *Revue française de science politique*, 22(5), octobre 1972.

Decraene (P.), « Une histoire tourmentée », *Le Monde*, 14 mars 1979.

De Decker (M.-L.), Tondini (O.), *Pour*

le Tchad, Paris, Éditions le Sycomore, 1978.

Labertit (G.), « Tchad : une paix fragile pour un peuple trompé », *Le Monde Diplomatique*, mars 1980.

Lanne (B.), « Les frontières du Tchad et de la Libye », *Mondes et Cultures*, 38 (3), 1978.

Thivent (A.), « L'impossible mission de l'armée française », *Le Monde Diplomatique*, mars 1980.

Zolberg (A.-R.), « The structure of political conflict in the new states of tropical Africa », *The American Political Science Review*, 62 (1), mars 1968.

GÉRARD CHALIAND RÉPOND :

Il va de soi que les remarques concernant le handicap que représente la faiblesse démographique de la plupart des pays d'Afrique noire pour mener une guerre de guérilla d'envergure débouchant sur « un Dien Bien Phu », ne s'appliquent que dans le cadre d'une guérilla menée contre une société *autre*. Sinon, le handicap est le même pour les insurgés que pour les forces gouvernementales.

Dans le cas du Tchad, aucun des deux camps ne pouvait envisager « de perdre au-delà de quelques milliers d'hommes », compte tenu du total des forces engagées. Mais cela n'avait guère d'importance puisqu'il ne s'agissait pas de lutter contre un corps expéditionnaire français totalisant, par exemple, une division.

Ce qu'il est peut-être plus intéressant d'examiner à la lumière de l'expérience du Tchad, *c'est l'utilisation particulière d'espaces semi-désertiques et fortement sous-peuplés pour mener une série d'actions de guérilla qui n'ont pu être contrées de façon décisive*. Sur le plan tactique, les luttes en zone sahélienne ou saharienne (Polisario) sont neuves par rapport aux guerres révolutionnaires d'Asie. L'extrême mobilité y paraît presque plus importante que le soutien organisé des populations, très peu nombreuses et dispersées. Un second point mérite d'être soulevé : l'extrême faiblesse de l'État dans de nombreux pays africains, et tout particulièrement au Tchad. Le succès de la guérilla s'explique aussi par l'effondrement de l'État tchadien.